



Union européenne - Russie: le dialogue impossible ?

cahier de la pensée mili-Terre

Le Général (2s) Jacques FAVIN LÉVÊQUE

publié le 15/06/2018

Relations internationales

Comment évoluera la crise ukrainienne: guerre ouverte avec la Russie? Annexion définitive de la Crimée par la Russie? Partition de l'Ukraine? Guerre civile ukrainienne? Réconciliation et cohabitation au sein d'une structure fédérative ou confédérative? Ou toute autre issue encore? À la date du 15 mars 2014, personne n'a encore la réponse à ces questions. À défaut, le Général Jacques Favin Levêque nous apporte ces remarquables éléments d'analyse, dans lesquels l'histoire, récente comme plus ancienne, joue un rôle majeur.

En fait, l'histoire se construit au jour le jour, au gré des circonstances et des événements, en fonction de telle ou telle décision des hommes de pouvoir dans chacune des parties prenantes, et il est tentant de ne voir aucun déterminisme dans leur évolution et leurs rapports mutuels.

Mais peut-on pour autant nier la capacité des hommes à orienter l'avenir? Pour prendre un exemple, si le nouveau pouvoir ukrainien n'avait pas, dans l'euphorie de son succès sur la place Maïdan, décidé en urgence le déclassement de la langue russe et supprimé son statut de langue officielle, la réaction des Ukrainiens russophones aurait-elle été aussi brutale et aussi décisive pour la suite de la crise?

L'histoire peut-elle dans une certaine mesure se construire par la volonté de quelques-uns ou, du moins, se prédire avec quelque chance de ne pas être démentie par les faits?

Si tel n'était pas le cas, il ne servirait à rien d'élaborer dans les sphères les plus élevées de nos gouvernements des politiques et des stratégies pour atteindre les objectifs qu'ils espèrent réaliser.

À la lumière de ces réflexions, reprenons l'affaire ukrainienne et resituons là dans le

contexte géopolitique de la décennie 90. La réunification de l'Allemagne avait alors fait l'objet, de la part des dirigeants occidentaux de l'époque, de promesses relatives à l'absence de bases de l'OTAN sur les territoires des anciens pays satellites et de garanties pour l'autonomie d'une Crimée partie intégrante de l'Ukraine.

Nonobstant ces engagements, les États-Unis n'ont eu de cesse depuis plus de 20 ans de pousser l'élargissement de l'OTAN jusqu'aux marches de la Russie. Il aura fallu en 2008 un brutal coup de semonce de Moscou pour stopper leurs velléités d'intégration de la Géorgie et de l'Ukraine dans l'Alliance atlantique. L'Union européenne a suivi sans état d'âme et sans aucun discernement cette politique d'expansion qui portait pourtant en elle le germe prévisible d'une tension Est-Ouest, sinon de casus belli, au sein du continent européen. Cette extension de l'Alliance atlantique n'a pas abouti à l'intégration de l'Ukraine. Mais imaginons un instant ce que serait la situation présente si l'Ukraine, devenue membre de l'Otan, agressée militairement en Crimée, demandait de faire jouer l'article 5 du traité de l'Atlantique nord, garantie suprême de la solidarité atlantique...C'est ainsi que naissent les guerres et l'Europe s'en souvient, un siècle après avoir été au cœur de l'apocalypse du 1^{er} conflit mondial.

En fait, l'Ukraine n'est pas entrée dans l'OTAN et, bien évidemment, nous n'en sommes pas à voir l'Alliance riposter au coup de force russe en Crimée. Ce n'est pas pour autant que la situation n'est pas dangereuse pour la paix sur notre continent.

Celui-ci retrouve depuis quelques semaines non pas les conditions de la guerre froide, mais tout au moins le climat tour à tour glacial et caniculaire qui la caractérisait. Nous avons une longue expérience de cette pratique russe qui consiste à souffler le chaud et le froid, à aller jusqu'au bord de la guerre chaude pour atteindre l'objectif stratégique qu'elle s'est fixé et s'en tenir en définitive à la guerre de l'intimidation. Cette dialectique était celle des décennies 50 à 90 et nous savons combien elle peut être efficace si elle n'est pas contrée par une diplomatie déterminée et réaliste.

Et c'est bien là l'une des lacunes viscérales de l'Union européenne. Y-a-t-il réellement une politique européenne vis-à-vis de la Fédération de Russie? L'UE a-t-elle une vision claire et réaliste des rapports qu'elle se doit d'entretenir avec cette puissance qu'elle n'a en fait cessé d'ignorer ou d'humilier inutilement depuis deux décennies, le dernier affront en date n'étant pas le moindre: le boycott des jeux de Sotchi par les chefs d'État européens, sur fond de sarcasmes de la presse à l'encontre de l'engagement personnel de Poutine pour leur réussite, n'était pas, c'est le moins que l'on puisse dire, de nature à créer les conditions d'un apaisement des relations au moment où le drame de Maïdan commençait à se nouer.

La clé de cette crise en plein cœur de l'Europe est en fait dans l'apaisement et la normalisation des relations entre l'UE et la Russie. Contrairement à l'emballement médiatique, elle n'est pas dans l'exaltation romantique d'un peuple en révolution pour sa liberté et son indépendance. Elle est encore moins dans la diabolisation d'un Poutine, qui, pour n'avoir pas les réflexes d'un démocrate à l'européenne, n'est pas le tsar dictatorial et machiavélique que certains nous dépeignent. La solution n'est pas non plus dans la condamnation d'un peuple russe ou des populations ukrainiennes russophones et russophiles qui ne se reconnaissent pas dans l'évolution libertaire des sociétés

européennes et qui, revenues de l'endoctrinement idéologique des régimes totalitaires, aspirent à un retour aux racines culturelles et religieuses de leur histoire.

Qu'y a-t-il d'étonnant à ce que la Crimée, qui est russe depuis plus de deux siècles, souhaite le redevenir ou du moins rester dans la mouvance russe? Qu'y a-t-il d'anormal à ce que des Ukrainiens se souviennent que c'est à Kiev qu'est née, il y a plus de trois siècles, la Russie tsariste et souhaitent demeurer dans la zone d'influence économique et culturelle de Moscou?

Ce ne sont pas les réalités ethniques et les aspirations nationales elles-mêmes qui sont contestables, c'est la manière que le Kremlin a prise pour les renverser qui est inacceptable. L'Union européenne ne saurait accepter que de tels bouleversements dans les frontières et les nationalités se fassent par la force, comme c'est actuellement le cas en Crimée et comme on peut craindre que cela le devienne demain dans l'est ukrainien.

C'est pourquoi la fermeté doit être de rigueur dans les négociations qui devraient s'engager au plus vite entre l'Union européenne, puissance économique, sinon politique, et une Fédération de Russie qui, en dépit de sa dépendance à l'export de ses richesses minières, est bien la deuxième puissance de notre continent.

Les négociateurs européens, loin de céder à la mode d'anti-russisme relativement primaire et superficiel qui sévit ces temps-ci en Europe, se devront d'œuvrer dans un climat de respect et de compréhension mutuelle. Il revient aux instances dirigeantes de l'UE de trouver dans les arcanes de sa diplomatie les hommes ou les femmes susceptibles d'apaiser les passions. Cette négociation ne doit évidemment pas se faire sur le dos d'une Ukraine enflammée par sa révolution et déchirée dans sa population. Tout en donnant des garanties aux Ukrainiens sur un soutien de principe à leurs aspirations démocratiques, l'Union européenne doit énoncer clairement sa position sur l'inopportunité d'une intégration dans l'Union même à terme visible. L'intérêt de chacune des parties prenantes est de trouver pour ce pays un statut de pont, de trait d'union entre les deux puissances économiques et politiques qui se partagent l'espace européen. Le choix de l'Ukraine ne peut-être binaire. Ce n'est pas, ce ne peut pas être la Russie ou l'Europe. Cela doit être la Russie et l'Europe. L'Ukraine a besoin des deux pour sa prospérité, et le continent européen aussi pour la sauvegarde de la paix.

Il se trouve que les ministres des Affaires étrangères des pays du triangle de Weimar ont joué un rôle indéniable dans l'apaisement de la crise sur la place Maïdan, sauvant au moins provisoirement l'honneur d'une diplomatie européenne peut-être présente dans l'ombre, mais peu perceptible.

Pourquoi ne pas capitaliser sur un premier succès de ce trio symbole de réconciliation au sein de l'Europe continentale? Certes, ce succès a été rapidement obscurci par la suite des événements et il faut en relativiser la portée. Mais le triangle de Weimar n'est-il pas à l'origine de nombreuses initiatives lancées dès 2010 pour une relance de la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)? Cette volonté commune à l'Allemagne, la France et la Pologne de rendre l'Union européenne plus responsable au plan diplomatique, plus visible en matière de défense, avait du reste été rejointe par l'Italie et par l'Espagne, mais s'était heurtée aux réticences de la Grande-Bretagne, dans sa crainte obsessionnelle de voir l'Europe de la défense concurrencer l'OTAN. On mesure du reste aujourd'hui combien il pourrait être dangereux d'impliquer l'OTAN dans le règlement de

la crise présente, et combien il serait bénéfique pour la paix sur notre continent d'avoir au niveau de l'Union européenne une politique étrangère et de sécurité commune, ce rêve à peine ébauché de la PESC, et de disposer des structures et des moyens de cette politique de défense et de sécurité commune, cette PSDC que le sommet européen de décembre dernier a tenté timidement de réanimer après plusieurs années d'hibernation.

Donner à la PSDC une réalité plus tangible, susceptible d'apporter un soutien crédible à une véritable politique étrangère européenne dont le besoin se fait si puissamment sentir en ces jours où la diplomatie doit jouer pleinement son rôle, tel est le vœu du réseau des associations EuroDéfense qui couvre treize pays de l'Union européenne et qui, s'appuyant sur l'expertise et la compétence de ses membres, propose aux instances européennes et aux citoyens de l'Union les éléments d'une réflexion sur l'équilibre géopolitique et géostratégique de notre continent. C'est du reste en cela que, dès 2012, EuroDéfense-France[1], bénéficiant des conseils de Philippe de Suremain, ancien ambassadeur de France à Kiev, analysait l'état des relations entre l'Union européenne et la Fédération de Russie en matière de défense et de sécurité et rédigeait, en liaison avec l'ANAJ-IHEDN, un rapport[2] qui mérite probablement d'être consulté dans le contexte présent.

C'est dans ce sens que je signe cet article qui n'est qu'une illustration parmi d'autres des réflexions qui peuvent aider à la compréhension et à la résolution de la crise actuelle.

[1] Euro-Défense France est une association [française](#) regroupant des [hauts fonctionnaires](#) civils et militaires ainsi que des personnes du milieu de l'entreprise ayant le même intérêt pour la [défense européenne](#). Elle a été créée en [1994](#) par [Pierre Schwed](#).

[2] Voir sur le site eurodefense.fr l'étude intitulée «Quelles perspectives pour une coopération Union européenne-Russie en matière de défense?»

Le Général (2s) FAVIN LÉVÊQUE a longuement servi dans les Forces Françaises d'Allemagne. Il a quitté l'uniforme en 1993 pour les fonctions de Délégué Général du GICAT alors qu'il dirigeait l'EMSST. La situation présente n'est pas sans lui rappeler les heures sombres de la guerre froide.

Titre : le Général (2s) Jacques FAVIN LÉVÊQUE

Auteur(s) : le Général (2s) Jacques FAVIN LÉVÊQUE

Date de parution 23/05/2018
